



**REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU 17 DECEMBRE 2010**

**COMPTE-RENDU RÉSUMÉ**

Le Conseil d'Administration de l'Office International de l'Eau s'est réuni le 17 décembre 2010 à l'Espace Trinité, 3 rue de la Trinité, 75009 Paris, sous la présidence de M. Pierre ROUSSEL.

M. ROUSSEL a accueilli M. Ali FASSI FIHRI, Directeur Général de l'ONEP au Maroc et Président du Réseau International des Centres de Formation aux Métiers de l'Eau (RICFME), ainsi que M. Patrick LAVARDE, Directeur Général de l'ONEMA et Vice-Président de la Commission du Processus Thématique du VI<sup>ème</sup> Forum Mondial de l'Eau qui se tiendra à Marseille du 12 au 17 mars 2012.

En prélude à la réunion du Conseil d'Administration MM. LAVARDE et ROUSSEL ont signé la nouvelle Convention Pluriannuelle d'Objectifs entre l'ONEMA et l'OIEau pour les années 2012 à 2014.

**I) APPROBATION DU COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION DU 30 JUIN 2010**

Le procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 30 juin 2010 a été approuvé à l'unanimité.

**II) PREPARATION DU FORUM MONDIAL DE L'EAU 2012 A MARSEILLE**

M. ROUSSEL, en sa qualité de Vice-président du Comité National Français du Forum, a rappelé le contexte général de la préparation tant en France qu'au niveau international.

M. LAVARDE a présenté le Comité International du Forum et les quatre processus, politique, thématique, régional et local, de préparation du Forum. Il a détaillé les 12 Priorités pour l'Action et les 3 Conditions du Succès, qui seront le cadre du processus thématique, en invitant les partenaires intéressés à s'intégrer dans ce dispositif dès la réunion générale de lancement prévue à Paris au CNIT les 17 et 18 janvier 2011.

M. ROUSSEL a rappelé que l'OIEau a été officiellement désigné pour assurer la coordination du processus régional européen qui inclut l'Union Européenne, les Balkans, l'Europe Orientale, la Russie, le Caucase et partiellement l'Asie Centrale. Il s'agit d'une tâche très lourde qui nécessitera bien entendu un financement spécifique du CIF.

M. DONZIER a indiqué également que l'OIEau intervient comme préfigurateur avec l'OCDE de la « Condition du Succès N°1 – Bonne Gouvernance », le RIOB, de son côté est préfigurateur avec l'UNESCO de la « Priorité pour l'Action N°1.5 – Favoriser la Coopération et la Paix » qui traitera de la gestion des fleuves et aquifères transfrontaliers et le RICFME est aussi préfigurateur de « la CS N°3 – Créer un environnement favorable » en liaison avec l'IHE de Delft.

M. FASSI-FIHRI insiste sur l'importance du Forum de Marseille pour tous les pays du Bassin Méditerranéen notamment en ce qui concerne l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, la gestion de la demande et l'adaptation aux effets du changement climatique. Il insiste également sur la nécessité d'inclure le thème de la formation professionnelle qui a été totalement ignoré des 5 forums précédents et pour lequel l'ONEP et le RICFME sont prêts à se mobiliser.

### **III) BILAN D'ACTIVITE 2010, COMPTES PREVISIONNELS 2010 CONVENTIONS AVEC LE MEDDTL, LE MINISTERE DE LA SANTE ET L'ONEMA**

En 2010, le CNFME a proposé un catalogue « Eau » de 275 stages, correspondant à 419 sessions, auxquelles s'ajoutent deux modules de formation à distance par internet. Du fait de la crise économique, on a observé une réduction des inscriptions sur les stages du catalogue qui a été partiellement compensée par une demande plus forte pour les stages à la carte.

Une forte activité de formation à l'étranger a également permis d'atteindre les objectifs de chiffres d'affaire fixés pour 2010.

Le Catalogue « Déchets 2010 » a offert 49 stages de formation. Un nouveau catalogue « Eau dans l'industrie » a également été diffusé.

9 « journées de l'OIEau » ont été programmées en 2010, avec un taux de remplissage un peu inférieur à celui de 2009.

Au MEDDTL, la Direction de l'Eau et de la Biodiversité a apporté un appui aux Réseaux Internationaux, dont le RIOB et le RICFME, et pour nos actions en Méditerranée, dont la part française du financement du GIEE du SEMIDE, pour un montant total de subvention de 979.000 € en 2010.

La subvention 2010 de l'ONEMA a été de 2.102.000 € pour le soutien aux actions d'information-documentation et pour le soutien à l'activité du SANDRE.

La subvention du Ministère de la Santé s'est élevée à un montant de 120.000 € notamment pour le soutien à notre appui à la Convention de l'UNECE.

Bien entendu l'Assemblée Générale du RIOB en janvier à Dakar a été un moment majeur de l'année 2010, tout comme les réunions importantes organisées par le RIOB ou ses réseaux régionaux au Liban, au Mexique, en Colombie, au Brésil, aux Philippines notamment.

Parmi les projets internationaux, il faut rappeler le jumelage avec la Bulgarie qui se termine et le projet du bassin du Dong Naï au Viêt-Nam.

Outre la poursuite des grands projets débutés les années précédentes, tels que SADIEau, etc ..., l'année 2010 aura été marquée par, notamment :

- 
- Le renforcement de la coopération avec le GWP en particulier par la préparation du nouveau manuel de la GIRE dans les bassins transfrontaliers avec l'appui de l'AFD,
  - Le jumelage européen avec la Bulgarie et l'Egypte et celui sur les nitrates en Turquie, mais aussi un appui au Kosovo,
  - La mise en route du Réseau International des Centres de Formation aux Métiers de l'Eau avec une bonne participation au congrès de l'Association Africaine de l'Eau à Kampala,
  - Un appui aux Autorités des Fleuves Transfrontaliers africains (Volta, Congo, Zambie, Niger, Sénégal),
  - L'observatoire de la CEDEAO et la fin du projet KPI en Afrique,
  - Le contrat « substances prioritaires » avec la CE,
  - La coopération avec l'ONEA, l'ONEP, les régions Marocaines, l'Algérienne des Eaux ...
  - Le contrat avec l'Etat du Tocantins, qui s'est aussi terminé,
  - Un manuel de la GIRE par bassin avec le REC Caucase.

L'activité de formation à l'étranger s'est renforcée avec de nouvelles perspectives en Asie (Chine, ...), un fort développement au Maghreb et en Afrique et grâce au contrat de sous-traitance avec SUEZ pour la formation dans le cadre de la DSP de Djeddah.

M. FASSI-FIHRI s'est de son côté félicité des relations de travail et de confiance qui se sont instaurées entre l'ONEP et l'OIEau et des perspectives qui s'ouvrent pour de nouveaux développements.

Plusieurs missions en Chine ont été nécessaires pour monter le projet de bassins pilote de la Hai River.

A noter également l'étude de la gestion des aquifères transfrontaliers avec l'UNESCO, l'Académie de l'Eau et le BRGM pour l'AFD ou plusieurs missions de conseil pour la gouvernance de l'eau potable et l'assainissement à Haïti, Djibouti, au Mali, ainsi que le contrat remporté avec Seureca pour la réorganisation de la Compagnie des Eaux de Mombasa au Kenya.

Le portail internet voit sa fréquentation repartir à la hausse avec 6.250.000 visites/an après l'ouverture du nouveau site modernisé. Le site du RIOB a également été rénové à l'occasion de l'Assemblée Générale de Dakar en janvier 2010.

La conférence « EURO-RIOB 2010 », qui s'est tenue à Megève dans le cadre des 3<sup>èmes</sup> Etats Généraux de l'Eau en Montagne, a été aussi un grand succès et a fait l'objet de comptes-rendus officiels au SCG-CIS.

Cependant, plusieurs contrats internationaux comme le jumelage européen en Ukraine, l'étude du Centre de formation palestinien de Bethléem, ou l'étude des ressources en eau au Kurdistan irakien, n'ont pas pu démarrer comme prévu en 2010 par suite de difficultés avec les autorités locales et ont été reportés en 2011, mettant l'équilibre de la DCI en difficulté en 2010. De ce point de vue, l'année 2010 aura été médiocre et très difficile pour la DCI, ce qui supposera de réfléchir rapidement aux mesures à prendre pour y remédier.

A ce stade, le budget prévisionnel s'établit à 11,466 M€ en recettes et 11,258 M€ en dépenses, dont 6.408.000 € pour les frais de personnel, prime de résultats 2010 incluse.

Le résultat d'exploitation réel s'établirait à 208.000 € en diminution par rapport aux années précédentes et le résultat net après impôt se situerait aux alentours de 100.000 €, lui aussi en baisse très significative. Il faut cependant rappeler que les résultats des deux derniers exercices avaient été améliorés par la reprise de provisions et des recettes exceptionnelles.

Le mécanisme d'Intéressement devrait permettre de distribuer environ 80.000 € aux collaborateurs, même si cela représente une baisse très sensible par rapport 2008 et 2009.

Il n'y aura pas de « participation » à distribuer au titre de 2010.

La trésorerie, tout en restant toujours très largement positive, s'est légèrement dégradée en 2010, par suite de la durée prise pour la signature de la nouvelle convention pluriannuelle 2010-2012 avec le MEDDTL et du régime d'acompte par trimestre mis en place tant par le Ministère que par l'ONEMA à partir de 2008, sans compter l'effet sur la trésorerie du chantier d'extension de La Souterraine.

Le Conseil d'Administration approuve ce budget provisoire rectifié pour 2010 et demande une nouvelle fois à la Direction d'être très vigilante à ne pas laisser s'envoler les dépenses de personnel, à l'occasion de la négociation annuelle sur les salaires, qui aura lieu ce même 17 décembre après-midi avec les représentants syndicaux. Il demande de réfléchir sans tarder aux décisions à prendre pour rééquilibrer les comptes de la DCI en 2011, en faisant suite notamment aux recommandations de la Cour des Comptes.

#### **IV) PERSPECTIVES D'ACTIVITES EN 2011 - BUDGET PREVISIONNEL 2011**

Pour 2011, le CNFME propose un nouveau catalogue de 293 stages, correspondant à 443 sessions, auxquelles s'ajoutent comme l'an dernier deux modules de formation à distance par internet : il y a un risque sur l'activité du CNFME du fait de la crise économique, mais il est difficile évidemment à évaluer.

Le Catalogue « Déchets 2011 » offre 47 stages de formation, et couvrira un champ plus large de thèmes du secteur « environnement ».

Un catalogue « Industries » est également diffusé comme l'an dernier avec 65 sessions.

9 « journées de l'OIEau » sont programmées l'an prochain.

Avec le MEDDTL, la Direction de l'Eau et de la Biodiversité apportera un appui de 979.000 € aux Réseaux Internationaux, dont le RIOB et le RICFME et pour nos actions en Méditerranée, dont la part française du financement du GIEE du SEMIDE, dans le cadre de la CPO de 3 ans pour 2010-2011-2012.

La subvention 2011 de l'ONEMA sera de 2.302.000 € pour le soutien aux actions d'information-documentation et pour le soutien à l'activité du SANDRE, dans le cadre de la nouvelle Convention Pluriannuelle d'Objectifs 2012-2014 qui vient d'être signée.

La subvention du Ministère de la Santé devrait être d'un montant équivalent à celui de 2010, notamment pour le soutien à notre appui à la convention de l'UNECE.

Parmi les projets internationaux, plusieurs appels d'offres auxquels nous avons répondu sont en cours de dépouillement, de même que des propositions au FFEM et à la Facilité Européenne de l'Eau.

Parmi les projets nouveaux de coopération, nous espérons qu'il sera possible de réaliser :

- Les cours de formation pour SUEZ à Djeddah,
- Les nouveaux jumelages européens avec l'Ukraine, Turquie et le Kosovo,
- Le projet des bases de métadonnées pour l'échange d'information entre les pays riverains de 2 bassins transfrontaliers pilotes choisis pour l'application de la Convention de 1992 de l'UNECE, sur financement du FFEM,
- Les appuis aux centres de formation de l'ONEP au Maroc, de l'ADE en Algérie et de l'ONEA au Burkina-Faso,
- La réorganisation du service des eaux de Mombasa au Kenya,
- Le lancement de l'Observatoire Méditerranéen de l'Eau dans le cadre de l'UpM, ...
- L'étude de faisabilité du Centre de Formation de Bethléem,
- Les projets de bassins pilotes Nam Ngum au Laos et de la Hai River en Chine,
- Des soutiens institutionnels au Brésil et à la Colombie.

Comme déjà indiqué, l'OIEau sera fortement impliqué dans la préparation du Forum Mondial de Marseille ce qui nécessitera un investissement très important supposant des budgets en conséquence, notamment pour pouvoir assumer dans de bonnes conditions le processus régional européen. A ce stade, nous n'avons aucune indication sur le montant des financements qui pourraient être alloués par le CIF, mais une décision de sa part s'impose d'urgence pour permettre à l'OIEau d'assurer convenablement sa mission de coordination du processus européen.

A ce stade, en étant très prudent, notamment faute de pouvoir apprécier les effets possibles de la crise économique générale sur notre niveau d'activité 2011, le budget prévisionnel s'établit à 11,800 M€ en recettes et 11,671 M€ en dépenses, dont 6,616 M€ pour les frais de personnel.

Le résultat d'exploitation s'établirait à 129.000 € en nette diminution par rapport aux années précédentes et le résultat net après impôt se situerait aux alentours de 77.000 €, mais nous avons volontairement adopté une évaluation très prudente afin de ne pas avoir de mauvaise surprise en cours d'année.

Le Conseil d'Administration approuve ce budget prévisionnel 2011 très prudent et demande une nouvelle fois à la Direction d'être très vigilante à ne pas laisser s'envoler les dépenses de personnel, notamment dans l'incertitude sur une éventuelle augmentation de la valeur du point l'an prochain.

## **V) NEGOCIATIONS SALARIALES - PRIME DE RESULTATS - INTERESSEMENTS PLANS SENIORS**

M. DONZIER rappelle que l'accord d'intéressement aux résultats a été reconduit en Juin 2009, après un référendum interne, pour être applicable sur les résultats de 2009, 2010 et 2011.

Des accords d'entreprises sur la création d'un compte épargne-temps et sur l'annualisation des temps partiels ont aussi été signés, ainsi qu'un accord sur la participation et sur l'ouverture d'un Compte Epargne Entreprise auprès de la Banque Tarneaud.

Le plan de carrière de longue durée a été négocié fin 2007 avec les syndicats et s'applique depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008, environ 30 % du personnel pourrait bénéficier d'une augmentation, sans doute plafonnée, ou d'une promotion dans ce cadre au 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Les modalités d'un entretien annuel d'évaluation généralisé ont été définies : c'est à cette occasion qu'est précisé avec chaque agent le montant du complément de prime individualisée qui lui sera attribué au titre des résultats de l'exercice de l'année précédente, si ceux-ci sont positifs, et en complément de la prime statutaire annuelle.

Une nouvelle mutuelle santé unique pour toutes les directions de l'Office a été choisie à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009.

Le Conseil d'Administration réaffirme son soutien à une politique salariale liée aux résultats de l'Office et la performance individuelle des agents et à leurs responsabilités hiérarchiques réelles, dès lors que l'inflation est déjà couverte par les augmentations officielles de la valeur du point dans le cadre de la convention collective.

La politique salariale très généreusement engagée depuis plusieurs années, notamment dans le cadre fixé par la nouvelle grille des qualifications et des salaires et l'avancée majeure que représente l'accord sur l'intéressement des salariés aux résultats, sont des succès, et viennent récompenser les efforts des collaborateurs pour assurer de bons résultats à l'OIEau. Mais au vu des difficultés subies en 2010, il convient d'être beaucoup plus restrictif pour éviter de se voir confronter à des crises toujours possibles, compte tenu de la part déterminante des frais de personnel dans les dépenses de l'OIEau.

L'intéressement et la prime de résultats servent heureusement de variables d'ajustement, mais dans des proportions limitées.

Le Conseil d'Administration demande à la Direction Générale et au Directeur de la DCI d'étudier les réorganisations possibles à Sophia-Antipolis, compte tenu de la situation économique 2010 et des observations de la Cour des Comptes.

Un plan d'emploi des seniors devra être négocié avec les représentants syndicaux.

## **VI) SITUATION DES CONTENTIEUX**

M. HILAIRE rappelle également que dans le cadre du jumelage avec la Pologne, le Ministère des Affaires Etrangères a eu également des difficultés pour clore le dossier du Conseiller Résident à Varsovie, suite à un accident de santé (problème d'indemnité, de congés et de remboursement au CFCU d'avances sur frais ...) survenu début 2005 et au décès de l'agent concerné en juin 2006. Il a été impossible de recouvrer un trop perçu sur les indemnités de résidence en Pologne, dont l'OIEau s'est retrouvé redevable devant la Délégation de la CE en Pologne. Une démarche amiable auprès des héritiers a échoué. Les procédures contentieuses nécessaires ont été engagées par FIDAL. Le tribunal s'est finalement déclaré compétent, mais le jugement en première instance n'est toujours pas intervenu au fond, la partie adverse multipliant les recours de procédure, notamment devant la Cour de Cassation.

Il n'y a eu aucune avancée sur ce dossier en 2010.

## VII) INAUGURATION DES INSTALLATIONS DU CNFME A LA SOUTERRAINE

90

Le chantier de l'extension pour la création du nouveau laboratoire des plates-formes et de salles de cours supplémentaires à La Souterraine est terminé.

Le montant des travaux s'est élevé à :

• Construction :	1 025 000 €
• Equipement laboratoire :	131 000 €
• Honoraires études et contrôle :	142 000 €
	-----
Total	1 298 000 €

En attente du décompte définitif.

Les financements obtenus ont été les suivants :

FNADT PLAN DE RELANCE	225 000 €
FEDER	560 000 €
Région Limousin	116 667 €
Conseil Général 23	42 000 €
Ville de la Souterraine	50 000 €
Office International de l'Eau	300 000 €
Total	1 293 667 €

Il faut maintenant solder les subventions pour rééquilibrer notre trésorerie.

Le Conseil d'Administration fixe au 5 mai 2011 la date de l'inauguration de ces nouvelles installations à La Souterraine, ainsi que de la commémoration du 20<sup>ème</sup> anniversaire de l'OIEau, créé en 1991.

La prochaine réunion du Bureau aura lieu à cette occasion à La Souterraine.

## VIII) CONTROLE DE LA COUR DES COMPTES

MM. ROUSSEL et DONZIER rapportent au Conseil d'Administration qu'à priori la Cour des Comptes n'a pas soulevé de problèmes particuliers de gestion, mais a formulé des observations qui pour l'essentiel sont assez classiques même si certaines sont assez surprenantes et parfois antinomiques de celles formulées à l'occasion du contrôle précédent, il y a six ans.

Les principaux points soulevés concernent le contrôle financier, la comptabilité analytique, les différentes implantations de l'OIEau, notamment celle de Sophia-Antipolis déjà évoquée, et le pilotage de la coopération internationale par les services de l'Etat. Il ne semble pas que la Cour ait bien compris que plus de 70 % des recettes de l'Office venaient d'une activité industrielle et commerciale.

La représentante du Contrôle financier remet en séance un projet d'arrêté d'extension du contrôle de l'OIEau, anciennement daté de juillet, et qui correspondrait à une mise sous tutelle inacceptable de l'Association. Le Conseil d'Administration s'est ému de découvrir un tel projet en séance et charge le Directeur Général de reprendre contact avec le Contrôleur Financier pour négocier un texte acceptable qui ne paralyse pas l'activité de l'association, si un tel contrôle s'avérait indispensable du point de vue de l'Etat.

Le contrôle de la Cour des Comptes s'est terminé, nous attendons le rapport définitif avant la fin de l'année.

Le relevé de conclusions provisoires étant confidentiel n'est pas diffusé, mais les membres du Conseil d'Administration ont été destinataires de la réponse de la Présidence et de la Direction Générale de l'OIEau, qui permet de se faire une bonne idée des principales remarques de la Cour.

## IX) QUESTIONS DIVERSES

Le Conseil d'Administration a également évoqué différentes questions :

- ◆ Les statistiques détaillées d'accès aux sites Internet,
- ◆ L'actualisation de la liste des téléphones portables de service attribués aux cadres effectuant des déplacements fréquents,
- ◆ Les manifestations auxquelles l'OIEau s'associera en 2011, notamment dans le cadre du RIOB et de la préparation du Forum de Marseille.

Le Conseil d'Administration a de nouveau félicité la Direction et tout le personnel de l'association pour les résultats qu'ils obtiennent et les a encouragés à poursuivre leurs efforts, dans un contexte économique plus tendu qui incite à plus de dynamisme encore et une grande prudence dans la gestion.

Le Président  
  
P. Roussel